



République Algérienne Démocratique et Populaire

Ambassade d'Algérie à Berne

**Interview de M. El-Haoués RIACHE,
Ambassadeur d'Algérie en Suisse accordé au
mensuel "L'Extension"**

**Dans le cadre de la participation de l'Algérie en
tant qu'hôte d'honneur international à la 89ème
édition du Comptoir Suisse**

Berne, Septembre 2008

El Haouès Riache est le nouvel ambassadeur d'Algérie à Berne. Rencontre avec son excellence dans le cadre du Comptoir Suisse.

Comment peut-on qualifier les relations entre nos deux pays?

Les relations entre l'Algérie et la Suisse peuvent être qualifiées d'excellentes. Nos deux pays entretiennent depuis quatre ans des consultations politiques régulières. La densification des visites officielles à haut niveau dans les deux sens, dont celle du Président Bouteflika en 2004, en est une autre illustration. Ces relations remontent à la période de la lutte d'indépendance et au rôle positif joué par la Suisse dans les négociations menées à Evian entre le gouvernement provisoire de la république algérienne et les autorités de la France coloniale. Les Accords d'Evian sont un capital et un acquis historique qui rapprochent en permanence nos deux pays. Aujourd'hui, l'Algérie est animée d'une ferme volonté d'approfondir et de consolider ces relations.

L'Algérie va bénéficier de plus grandes ressources financières ces prochaines années. Où se situent les principaux axes de développement pour le pays?

L'Algérie bénéficie depuis quelques années d'une conjoncture particulièrement favorable. Au plan politique, le pays jouit de la stabilité institutionnelle et sociale. La consolidation de la réconciliation nationale et de ses importants acquis en termes de stabilité et de sécurité, l'affirmation de sa jeune démocratie et l'ancrage des fondements de l'Etat de Droit constituent aujourd'hui les principaux chantiers politiques du pays. Au niveau économique, les efforts déployés durant la dernière décennie se sont traduits par la mise en œuvre de profondes réformes économiques et institutionnelles, réformes mues par une claire volonté de moderniser les différents instruments de gestion, de régulation et de promotion de l'économie et son intégration progressive à l'économie mondiale. Ces réformes ont permis, entre autres résultats déjà enregistrés, le rétablissement des équilibres macroéconomiques, l'assainissement et la libéralisation de l'économie nationale, la stabilisation du taux d'inflation à une moyenne de 3%, d'abaisser le taux du chômage de 29% en 1999 à moins de 11,8% au début de cette année, de réaliser un taux de croissance moyen de 5% sur les six dernières années et de réduire, y compris par le recours au paiement anticipé, le fardeau de la dette extérieure de 33 milliards en 1999 à moins de 5 milliards actuellement.

Sur le plan financier, les importantes ressources drainées par le dernier renchérissement du prix du pétrole ont permis de lancer d'importants projets de développement dans tous les secteurs. Ces projets sont portés par différents plans de relance. Dans ces plans, la priorité est accordée au développement des infrastructures, à l'amélioration des conditions de vie de la population, au développement de l'agriculture et du monde rural, à la relance de l'industrie et du tourisme ainsi qu'à la généralisation des technologies de l'information et de la communication et à la modernisation de l'administration dans tous ses démembrés. Pour la réalisation de ces différents programmes, l'Etat algérien a dégagé une enveloppe budgétaire de 200 milliards de dollars.

Qu'attend l'Algérie de sa présence à Lausanne au Comptoir Suisse?

Cette édition du Comptoir Suisse constitue une heureuse opportunité de présenter aux entreprises suisses les efforts consentis pour le développement et la modernisation, d'abord du secteur du transport – routier, maritime, ferroviaire et aérien – et naturellement celui du tourisme. Nombreuses sont les entreprises suisses qui disposent d'un savoir-faire, ou produisent des équipements, dont certains des projets retenus dans les programmes de développement ont grandement besoin. L'économie algérienne est une économie ouverte qui repose sur une législation des plus libérales et des plus transparentes. La journée économique algérienne qui aura lieu le 24 septembre et qui sera présidée par El-Hachemi Djaaboub,

Ministre du commerce, offrira aux entreprises suisses l'opportunité de mieux se familiariser avec cette législation et avec les différents programmes de développement en cours de réalisation ou en projet. Je tiens à relever le rôle important et méritoire que joue la Chambre de commerce et d'industrie Suisse-Algérie dans la création de synergies nouvelles entre opérateurs économiques algériens et suisses.

L'Algérie possède de très grosses réserves de gaz naturel dont les prix ne cessent d'augmenter. La Suisse pourrait-elle être un consommateur de plus en plus important?

L'Algérie dispose d'importantes réserves de gaz naturel, mais aussi d'un riche potentiel minier. Pour ce qui est du gaz, c'est une ressource stratégique que l'Etat s'emploie à valoriser à long terme. Dans les cinq ans à venir, le pays investira, via le groupe Sonatrach, 45 milliards de dollars pour le développement du secteur des hydrocarbures. L'objectif est de généraliser l'utilisation de cette ressource au niveau interne et de porter les exportations à 85 milliards de m³ à l'horizon 2011. Selon le PDG de Sonatrach, le gaz naturel, aussi bien liquéfié que par gazoduc, couvre déjà le quart des besoins en énergie du monde et sa croissance dans le futur placera ce secteur dans un «carrefour» entre la régionalisation et la globalisation. Le patrimoine minier fait lui aussi l'objet d'une politique de valorisation dans le cadre d'une loi adoptée en 2001. Grâce à cette loi, qui comporte de nombreuses exonérations fiscales et autres mesures incitatives, ce secteur connaît un renouveau spectaculaire, avec une moyenne de 102 titres miniers accordés annuellement et près de 4 milliards de dinars versés au Trésor public en 2007. C'est ainsi qu'il a été enregistré le lancement de 31 opérations de partenariat avec des entreprises de diverses nationalités, dont l'Australie, le Canada, la Chine, l'Inde et l'Egypte, opérations portant sur des gisements de fer, zinc, plomb, cuivre, bentonite, manganèse, kaolin, sables siliceux, phosphates...etc. C'est là aussi un espace auquel les entreprises suisses pourraient s'intéresser.

L'Algérie recèle aussi de grosses richesses touristiques, est-ce que le pays va s'ouvrir davantage au tourisme? Y a-t-il encore un problème de sécurité?

Le développement du tourisme est une priorité gouvernementale. En février dernier, nous avons tenus les premières assises internationales sur le tourisme avec l'adoption d'un schéma directeur d'Aménagement Touristique, dont la particularité est d'intégrer harmonieusement le développement de ce secteur dans le cadre plus global de l'aménagement du territoire. L'ambition est d'insérer le développement du tourisme dans une logique de promotion de développement durable et d'en faire une source d'emplois et de revenus valorisant l'environnement économique, humain et écologique. Dans ce domaine, il est certain que le savoir faire et l'ingénierie accumulés par les entreprises suisses véhiculent un fort potentiel de coopération et de partenariat entre nos deux pays.

S'agissant de la sécurité, il est notoire qu'après avoir traversé, durant les années 90, une période difficile marquée par l'agression terroriste, l'Algérie a renoué durablement avec la stabilité et la sécurité, et ce grâce à la politique de réconciliation nationale prônée par le Président Bouteflika, et plébiscitée par référendum par le peuple algérien. La persistance d'actions terroristes menées dans certaines parties du territoire ne représente, en aucune manière, une menace pour le bon fonctionnement des institutions et de l'économie nationale. L'Etat, le peuple et la classe politique dans son ensemble sont mobilisés dans la lutte menée contre les commanditaires de cette violence qui continue, malheureusement, à emporter des vies humaines et à ternir l'image du pays.

Quelles sont les principales exportations suisses en Algérie? Pourrait-on faire encore mieux?

Les échanges commerciaux entre les deux sont en augmentation, se situant autour de 260 millions de francs pour le premier semestre de cette année, contre 405 millions pour 2007, avec une balance commerciale actuellement favorable à la Suisse, mais ils restent nettement modestes par rapport aux potentialités des deux économies. Les exportations algériennes? Elles sont constituées essentiellement de lubrifiants et de métaux, alors que du côté suisse elles englobent les services et les biens d'équipements industriels ainsi que les produits pharmaceutiques. L'Algérie, qui a déjà signé un accord d'association avec l'Union Européenne et prépare son adhésion à l'OMC, négocie activement un accord de libre échange avec l'AELE.

N'y a-t-il pas des problèmes de paiement à résoudre avec un contrôle des changes très restrictif?

Le contrôle des changes est plutôt souple et son évolution a pleinement accompagné les efforts consentis en matière de libéralisation de l'économie nationale. S'agissant des retards enregistrés parfois dans le paiement de certains services fournis par des entreprises publiques et privées dans le cadre de contrats publics, le gouvernement procède actuellement à la réorganisation de la commission nationale des marchés avec l'objectif de répondre à cette préoccupation.